



Région



Provence-Alpes-Côte d'Azur

Et si les banques étaient utiles ?

Elus du Conseil régional Provence Alpes Côte d'Azur, nous élaborons actuellement le budget 2012 de notre collectivité.

La réforme fiscale voulue par Nicolas Sarkozy et l'UMP a supprimé toutes les marges de manœuvres fiscales aux régions, seule reste possible l'augmentation des cartes grises et la modulation d'une partie de la TIC (Taxe Intérieure sur les Carburants : ex-TIPP).

Avec Sarkozy, le non-respect par l'Etat de ses engagements s'est accéléré, les multiples transferts de charges effectués vers les régions ne sont pas compensés financièrement. Lors de l'assemblée plénière budgétaire du mois de février, notre groupe avait d'ailleurs dénoncé la non compensation intégrale des transferts l'Etat pour un montant 70 millions d'euros.

Pourtant le Conseil régional est le premier investisseur dans la région PACA, de fait il crée des milliers d'emplois et permet d'en préserver des milliers d'autres : la construction de lycées, les grands travaux ferroviaires, hydrauliques, la réalisation d'équipements culturels, sportifs ou associatifs.

C'est plus de 500 millions par an d'investissement qui sont ainsi engagés pour mieux vivre dans notre région et pour lutter contre les inégalités.

De fait, les banques ont un rôle important à jouer dans ce dispositif, afin que la Région assume ses responsabilités sur les lycées, la formation, les TER...

Mais depuis cette année, elles rechignent à prêter à la Région comme aux autres collectivités pour la simple et bonne raison que les taux de rentabilité de tels emprunts ne seraient pas assez importants...

Les banques, trop engagées dans la spéculation, le profit rapide, les marchés financiers, ne participent plus au développement collectif.

Pourtant la Région est solvable et rembourse sans problème ses emprunts.

De ce fait, notre collectivité est contrainte, pour réaliser les équipements publics dont nos concitoyens ont besoin, d'avoir recours à des emprunts obligataires c'est-à-dire d'emprunter sur les marchés.

C'est donc bien d'un autre système bancaire dont on a besoin.

Votre argent qui est placé dans ces établissements devrait servir à investir dans la région.

Des prêts à taux zéro, entre autres, devraient permettre de développer les infrastructures de transports, construire des lycées, mettre en place les énergies renouvelables, rénover des logements sociaux.

Vous le voyez, c'est tout le contraire de la politique actuelle.

Le Front de Gauche porte dans son programme la volonté de gouverner face aux banques et la création d'un pôle bancaire public qui permette d'utiliser l'argent de façon intelligente dans le sens du progrès social et écologique pour une économie maîtrisée.

Avec vous nous pouvons agir efficacement pour que les banques redeviennent utiles et pourquoi pas citoyennes !